

1995, chapitre 62

**LOI CONCERNANT L'ARTICLE 40 DE LA LOI SUR
LES RELATIONS DU TRAVAIL, LA FORMATION
PROFESSIONNELLE ET LA GESTION DE LA MAIN-D'OEUVRE
DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION**

Projet de loi n° 122

Présenté par M. Paul Bégin, ministre de la Justice

Présenté le 7 décembre 1995

Principe adopté le 8 décembre 1995

Adopté le 8 décembre 1995

Sanctionné le 11 décembre 1995

Entrée en vigueur: le 11 décembre 1995

Loi modifiée:

Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20)



CHAPITRE 62

Loi concernant l'article 40 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction

[Sanctionnée le 11 décembre 1995]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. R-20,
a. 40, réputé
en vigueur

1. L'article 40 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20), abrogé par interprétation du paragraphe 1° de l'article 70 de la Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction et modifiant d'autres dispositions législatives (1993, chapitre 61) et du deuxième alinéa de l'article 9 de la Loi sur la refonte des lois et des règlements (L.R.Q., chapitre R-3), est réputé ne pas avoir été abrogé.

Libellé

Le texte de l'article 40 se lisait et doit se lire comme suit:

Cotisation

« **40.** Tout employeur de l'industrie de la construction est tenu d'adhérer à l'association d'employeurs et de transmettre sa cotisation à la Commission en même temps que son rapport mensuel.

Remise à
l'association

La Commission remet à l'association d'employeurs les cotisations ainsi reçues avec un bordereau nominatif. La cotisation doit être uniforme, d'après la base choisie par l'association d'employeurs. ».

Entrée en
vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le 11 décembre 1995.